

Les programmes économiques des candidats à la primaire de la gauche

	 Europe	 Finances publiques	 Social	 Travail	 Fiscalité des ménages	 Entreprises
 Benoît Hamon	Adoption d'un Traité social européen avec la création d'un SMIC européen . Suspension de l'accord de libre-échange avec le Canada.	Abandon de l'objectif des 3 % de déficit. Exclusion des dépenses d'investissement du calcul. Annulation de la dette accumulée depuis 2008 par les pays les plus endettés auprès d'autres Etats membres de l'UE. Recrutement de 40.000 enseignants .	Augmenter de 10 % le RSA dès 2017 et le verser automatiquement à tous les jeunes de 18-25 ans. Créer un revenu universel d'existence de 750 euros.	Abrogation de la loi travail . Organiser la baisse du temps de travail. Conditionner le CICE à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès écologiques, et d'une réduction du temps de travail.	Créer un impôt sur le patrimoine unique , net des dettes, qui engloberait notamment la taxe foncière et l'ISF.	Moduler l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis.
 Arnaud Montebourg	Création d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe , et refus de la ratification des Traités de libre-échange avec les USA et le Canada.	Fin du respect du critère des 3 % pour le déficit public. Recours à la dette pour le financement d'une partie du plan de relance de 40 milliards d'euros .	Salarier des médecins et créer des dispensaires publics pour lutter contre les déserts médicaux. Plafonner par la loi les tarifs des prothèses dentaires et des soins les plus courants.	Abrogation de la loi travail . Formation des chômeurs pendant un an à un nouveau métier, et création d'une protection sociale pour les travailleurs autonomes .	Baisser la CSG sur les catégories dont les revenus sont les plus faibles et la rendre progressive. Défisicaliser le télétravail.	Attribuer 80% des marchés publics aux PME implantées en France. Diriger 10 % des encours de l'assurance-vie vers les PME.
 Vincent Peillon	Création d'un budget de la zone euro et plan d'investissement de 1.000 milliards d'euros. Utilisation par l'Europe des armes anti-dumping à sa disposition dans le cadre de l'OMC.	Ramener le déficit public à 1,5 % du PIB en 2022 . Nouvel effort budgétaire en faveur de la Défense et de la sécurité.	La part des dépenses allouées à l'hôpital croître et sera indexée sur l'augmentation naturelle des dépenses de santé.	Révision de la loi travail . Conditionner le CICE à des accords de branche sur la formation, la R&D ou la qualité de l'emploi notamment.	Plafonner le montant de la taxe d'habitation sur la résidence principale à 20 % du revenu mensuel du foyer fiscal, pour les ménages modestes (bouclier fiscal).	Elargir le taux réduit d'IS de 15 % dont les PME bénéficient pour leurs premiers 38.000 euros de bénéfice à leurs premiers 100.000 euros de bénéfice.
 Manuel Valls	Europe à plusieurs cercles , et grand plan d'investissement. Création d'une taxe aux frontières de l'Europe pour les produits de pays tiers ne répondant pas aux exigences sociales et environnementales de l'UE.	Engagement à maintenir le déficit public sous les 3 % du PIB, avec une croissance de la dépense limitée à 2,5 % par an. Renégociation du Pacte de stabilité dans le sens d'un plus grand assouplissement.	Créer un revenu décent issu de la fusion des minima sociaux et attribué sous conditions de ressources dès 18 ans. Mettre fin par étapes aux dépassements d'honoraires . Supprimer le numerus clausus pour les médecins.	Maintien de la loi travail. Protection sociale universelle qui comble l'écart entre les travailleurs indépendants, artisans, commerçants et les salariés.	Augmenter de 10 % la retraite minimale de ceux qui ont assez cotisé pour avoir une retraite à taux plein (« minimum contributif »). Rétablir la défisicalisation des heures supplémentaires pour les salariés.	Définir, en début de quinquennat, les orientations générales des politiques fiscales . Réserver une part significative des appels d'offres publics aux PME (European Buy Act).